

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le référentiel de validation pour le titre de compétence « maçon/maçonne » est approuvé.

Art. 2. La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,

de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/12726]

17 MEI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs “metselaar” in het kader van het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de procedure voor het opmaken van het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs “metselaar”;

Gelet op het voorstel van de Commissies voor de referentiesystemen en van het Directiecomité van het Consortium voor de bekrachtiging van de competenties van 16 september 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 mei 2017;

Gelet op de “gendertest” van 15 mei 2017 opgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiesysteem voor de bekrachtiging van het bekwaamheidsbewijs “metselaar” wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203329]

24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, en particulier son article 6;

Vu le décret du 11 avril 2014 portant intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Région wallonne, en particulier son article 3, 2^o;

Vu le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, en particulier ses articles 1^{er}, 10^o, 2, 2^o et 3^o, 5, 6, 10 à 14, 17, alinéa 1^{er}, 18, 19, 21 à 23, 25, 26 et 38;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013 portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subvention aux entreprises d'insertion;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, rendu le 29 juin 2015;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale, rendu le 8 juillet 2015;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 4 mai 2015 et 10 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 7 mai 2015;

Vu l'avis n° 61.172/2du Conseil d'Etat, donné le 13 avril 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;

2^o Ministre : le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions;

3^o administration : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4^o fonctionnaire délégué : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

5^o Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

6^o coût salarial : le montant total effectivement à la charge de l'entreprise agréée, tel que repris dans les comptes individuels validés par un secrétariat social agréé ou d'un service de secrétariat social interne qui apporte les garanties qu'il est en mesure de fournir les données probantes nécessaires au maintien et à la liquidation des subventions.

Art. 2. En application de l'article 2, 2^o, du décret, est assimilée aux personnes " en possession d'une décision d'octroi de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées d'une aide à la formation ou à l'emploi, prise en vertu des dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou d'une décision similaire prise en matière d'aide à la formation ou à l'emploi des personnes handicapées par le « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung », créé par le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées ", toute personne qui, soit :

1^o bénéficie d'une décision d'octroi d'une aide à la formation ou à l'emploi prise par :

a) le Service bruxellois pour l'intégration des Personnes handicapées (Phare);

b) le « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB) »;

2^o a été victime d'un accident du travail et fourni une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité permanente d'au moins trente pour cent;

3^o a été victime d'une maladie professionnelle et fourni une attestation délivrée par le Fonds des maladies professionnelles ou par l'administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité permanente d'au moins trente pour cent;

4^o a été victime d'un accident de droit commun et fourni une copie du jugement ou de l'arrêt délivré par le greffe du tribunal ou de la Cour certifiant que le handicap ou l'incapacité permanente est d'au moins trente pour cent;

5^o a été victime d'un accident domestique et fourni une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins trente pour cent;

6^o est dans les conditions médicales pour bénéficier, ou bénéficier effectivement d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées et fourni une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale;

7^o a été déclarée définitivement inapte à l'exercice de ses activités habituelles mais apte à certaines fonctions spécifiques par le service interne de prévention et de protection, mis en place conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ou par le service externe de prévention et de protection auquel l'entreprise d'insertion est affiliée conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 3. Les missions confiées, en vertu de l'article 1^{er}, 7^o, du décret, aux accompagnateurs sociaux portent principalement sur ce qui suit :

1^o avoir des entretiens, individuels et collectifs, réguliers, à savoir au minimum de manière semestrielle, avec les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, tels que visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret, dans la perspective de favoriser, d'une part, l'insertion des travailleurs ciblés dans des emplois durables et de qualité au sein de l'entreprise d'insertion ou de toute autre entreprise et, d'autre part, leur autonomie sur le marché du travail et les aider dans le cadre d'un accompagnement psycho-social à surmonter les difficultés ou les freins qu'ils rencontrent dans leur insertion dans l'emploi ou qui pourraient obérer leurs chances de maintien dans l'emploi;

2^o assurer le suivi et la mise en œuvre, le cas échéant, de la convention d'accompagnement social conclue entre l'entreprise d'insertion agréée et les centres publics d'action sociale dont dépendent les travailleurs visés par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée;

3^o réaliser avec les travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret leur bilan personnel et professionnel et définir leurs objectifs professionnels à court, moyen et long termes;

4^o concevoir, avec les travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret et en étroite collaboration avec Le FOREm, un plan de formation professionnelle;

5^o assurer le rôle d'intermédiation entre les travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret et les entreprises dans lesquelles ces travailleurs souhaiteraient obtenir un autre emploi et accompagner les travailleurs dans leurs démarches;

6^o informer et accompagner les travailleurs, visés à l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret, dans leurs démarches personnelles visant à faire reconnaître ou valider leurs compétences professionnelles;

7° établir et actualiser pour chacun des travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4° et 5°, du décret un dossier de suivi individuel, comportant les données signalétiques du bénéficiaire, le bilan individuel réalisé avec lui, la synthèse des actions menées, les démarches entreprises par ou avec chacun des travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4° et 5°, du décret et les entretiens de suivi;

8° communiquer au FOREm, en cas de recherche d'emploi des travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4° et 5°, du décret devenus demandeurs d'emploi inoccupés, et avec l'accord de ces derniers, les données à caractère personnel utiles pour une recherche d'emploi;

9° sensibiliser les travailleurs visés à l'article 1^{er}, 4° et 5°, du décret aux objectifs et stratégies de développement de l'entreprise d'insertion agréée et, le cas échéant, les impliquer dans la gestion de l'entreprise d'insertion agréée;

10° proposer au chef d'entreprise, en concertation avec le conseiller en prévention interne ou externe, des aménagements des situations de travail répondant aux besoins des travailleurs handicapés;

11° sensibiliser les travailleurs aux principes énoncés à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

L'accompagnateur social assure, au minimum dans le cadre d'une occupation sous contrat de travail à mi-temps, l'accompagnement social et effectue les missions visées à l'alinéa 1^{er}, à l'exclusion de toute activité de production de biens ou de services et de toute activité relevant de l'administration et de la gestion du personnel et, plus largement, de l'entreprise d'insertion.

L'accompagnateur social dispose d'au moins une des qualifications suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur à orientation sociale, psychologique ou pédagogique;

2° avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans un poste d'encadrement dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle ou dans une fonction d'accompagnement psychosocial.

Art. 4. En application de l'article 11 du décret, sont assimilées à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion ou d'inscription comme demandeur d'emploi pour l'obtention de la qualité de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés :

1° les périodes qui, au cours d'une période de chômage complet indemnisée, ont donné lieu au paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité ou en matière d'assurance-maternité;

2° les périodes de chômage complet couvertes par un pécule de vacances;

3° les périodes de détention, d'emprisonnement ou d'internement au cours d'une période de chômage complet indemnisée ou de stage d'insertion;

4° les périodes de stage d'insertion au sens de l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

5° pour le statut de travailleur gravement défavorisé exclusivement, les périodes au cours desquelles le travailleur gravement défavorisé est lié par un contrat de travail, totalisant au maximum trente jours de travail par période de six mois calendrier durant les vingt-quatre mois calendrier qui précèdent la date d'engagement par l'entreprise d'insertion agréée;

6° pour le statut de travailleur défavorisé exclusivement, les périodes au cours desquelles le travailleur défavorisé est lié par un contrat de travail, totalisant au maximum vingt jours de travail dans les six mois calendrier qui précèdent la date d'engagement par l'entreprise d'insertion agréée.

CHAPITRE II. — *Des procédures d'agrément et de renouvellement d'agrément*

Section première. — Des initiatives d'économie sociale

Art. 5. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite par voie électronique auprès de l'administration.

La demande est signée par au moins une personne habilitée à engager juridiquement une des structures visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, et est accompagnée d'un dossier

comprenant :

1° les statuts de la demanderesse;

2° une description du projet;

3° lors de la première demande d'agrément, la preuve de l'enregistrement à la Banque-carrefour des Entreprises ou, le cas échéant, la preuve de la déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

4° la composition des organes de gestion;

5° les comptes annuels, publiés à la Banque nationale de Belgique, portant sur l'année précédant le dépôt de la demande;

6° la preuve d'absence de dette auprès, de l'ONSS, de la TVA et, le cas échéant, du fond de sécurité d'existence;

7° le nombre de travailleurs déjà occupés et le nombre de travailleurs prévus pour le projet, leur régime de travail et leur statut;

8° un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des travailleurs peu qualifiés;

9° le cas échéant, les preuves de reconnaissance par un autre pouvoir public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les centres publics d'action sociale ou les associations de centres publics d'action sociale au sens du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite auprès de l'administration par voie électronique et est accompagnée d'un dossier reprenant :

1° une description du projet;

2° la preuve de l'enregistrement à la Banque-carrefour des Entreprises ou, à défaut, la preuve de la déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

3° le nombre de travailleurs déjà occupés et le nombre de travailleurs prévus pour le projet, leur régime de travail et leur statut;

4° un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des travailleurs peu qualifiés;

5° le relevé de la fonction comptable liée au projet de l'année précédant la demande;

6° le cas échéant, les preuves de reconnaissance par un autre pouvoir public.

Le Ministre peut dispenser la demanderesse de fournir les documents visés aux alinéas 2 et 3, si les informations qu'ils contiennent peuvent être en possession de l'administration ou de l'Inspection par le biais de l'accès au registre national, de la Banque carrefour des entreprises ou de la Banque carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Art. 6. Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'administration envoie à la demanderesse soit :

- 1° un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet;
- 2° un avis l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours une seule fois à la demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'administration. Passé ces délais ou si le dossier demeure incomplet, le dossier est classé sans suite.

Art. 7. L'administration transmet au Ministre, dans les trente jours à dater du jour qui suit la réception du dossier complet, une analyse d'éligibilité.

Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les trente jours qui suivent la réception de l'analyse d'éligibilité transmise par l'administration.

L'administration notifie, par courrier recommandé, à la demanderesse la décision du Ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'administration de cette décision.

Art. 8. La demande de renouvellement de l'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite auprès de l'administration au plus tôt deux cent quarante jours et au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'expiration de l'agrément en cours.

Art. 9. Une nouvelle demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément ne peut pas être introduite par une demanderesse dont l'agrément en tant qu'initiative d'économie sociale a fait l'objet d'une décision de retrait dans les trois ans qui suivent ladite décision. En cas de décision de suspension de l'agrément, une nouvelle demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément ne peut pas être introduite pendant la durée de la suspension, sauf si l'échéance de l'agrément intervient pendant la période de suspension.

Section 2. — Des entreprises d'insertion

Art. 10. La demanderesse introduit, par voie électronique, la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, auprès de l'administration.

La demande est signée par le chef d'entreprise et est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° un descriptif du projet d'insertion durable et de qualité des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés visant à favoriser la mise en œuvre des principes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et notamment le principe de primauté du travail sur le capital dans la répartition des revenus, que la demanderesse mène ou entend mener, en ce compris les moyens matériels et humains, et notamment ceux prévus pour l'accompagnement social des travailleurs ciblés, mis en œuvre pour la réalisation de ce projet d'insertion;

2° une présentation des compétences et de l'expérience du chef d'entreprise et, le cas échéant, de l'administrateur délégué dans les domaines économique et des ressources humaines;

3° un relevé du personnel d'encadrement avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications;

4° le projet prévisionnel permettant d'évaluer la pertinence de l'activité et la viabilité économique de l'entreprise d'insertion sur base d'une description des activités ainsi que des biens ou services qui sont fournis ou prestés. Le projet prévisionnel contient :

a) la présentation générale du projet;

b) le détail des recettes et des charges prévisionnelles pour l'année en cours et les trois exercices comptables suivants;

5° un accusé de réception, délivré par le FOREm ou par l'Arbeitsamt der D.G., attestant de l'introduction d'une demande de convention, telle que celle visée à l'article 7, § 1^{er}, 10°, du décret.

Le Ministre peut dispenser la demanderesse de fournir les documents visés à l'alinéa 2, dès lors qu'ils sont en possession de l'administration ou de l'Inspection par le biais de l'accès au registre national, de la Banque carrefour des entreprises ou de la Banque carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Art. 11. La demande de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite, par voie électronique, auprès de l'administration au plus tôt deux cent quarante jours et au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'expiration de l'agrément en cours.

Art. 12. Une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément ne peut être introduite par une demanderesse dont l'agrément en tant qu'entreprise d'insertion a fait l'objet d'une décision de retrait dans les trois ans qui suivent ladite décision. En cas de décision de suspension de l'agrément, une nouvelle demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément ne peut pas être introduite pendant la durée de la suspension, sauf si l'échéance de l'agrément intervient pendant la période de suspension.

Art. 13. § 1^{er}. Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'administration envoie à la demanderesse soit :

1° un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet;

2° un avis invitant la demanderesse à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut être prolongé une fois de maximum trente jours à la demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'administration. Passé ces délais ou si le dossier demeure incomplet, le dossier est classé sans suite.

§ 2. L'administration envoie le dossier complet à la commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, telle qu'instituée par l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et dénommée ci-après « la commission », dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet. La commission peut demander des compléments d'informations à la demanderesse et/ou à l'administration.

La demanderesse peut solliciter une audition par la commission.

La commission peut requérir l'audition de la demanderesse. Dans ce cas, la demanderesse reçoit dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition une convocation qui précise les points sur lesquels elle est entendue ainsi que les pièces y afférentes.

Art. 14. La commission remet son avis au Ministre dans les trente jours de la transmission du dossier complet par l'administration. Ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition visée à l'article 13, § 2, alinéa 2.

A la demande motivée de la commission, le Ministre peut autoriser la prolongation du délai pour la remise d'avis de la commission.

Art. 15. Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les trente jours qui suivent la réception du dossier complet.

L'administration notifie, par courrier recommandé, à la demanderesse la décision du Ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'administration de cette décision.

L'administration envoie, pour information, la décision du Ministre à la commission par courrier simple ou par voie électronique.

CHAPITRE III. — Des subventions des entreprises d'insertion

Section 1. — La subvention travailleur

Art. 16. Conformément à l'article 18 du décret, l'entreprise d'insertion agréée qui sollicite une subvention prévue à l'article 19 du décret transmet, par voie électronique et sur base d'un formulaire préétabli dont le modèle est déterminé par le Ministre, une copie du contrat de travail du travailleur concerné ainsi que l'attestation prévue à l'article 13 du décret, dont le Ministre détermine le modèle, contenant les pièces justificatives de son statut de travailleur défavorisé ou de travailleur gravement défavorisé.

Art. 17. Le montant maximum de la subvention visée à l'article 19 du décret est fixé, par travailleur défavorisé, comme suit :

1° s'il s'agit d'une entreprise d'insertion définie à l'article 7, § 1^{er}, 6°, a) et b) du décret :

a) 18.000 euros, si le travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et qu'il ressort d'une des commissions paritaires numéros 121, 124, 145 ou 302;

b) 15.000 euros, si le travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et qu'il ressort de toute commission paritaire autre que celles numérotées 121, 124, 145 ou 302;

2° s'il s'agit d'une entreprise d'insertion définie à l'article 7, § 1^{er}, 6°, c) du décret :

a) 10.800 euros, si le travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et qu'il ressort d'une des commissions paritaires numéros 121, 124, 145 ou 302;

b) 9.000 euros, si le travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps plein et qu'il ressort de toute commission paritaire autre que celles numérotées 121, 124, 145 ou 302.

Les montants fixés à l'alinéa 1^{er} doivent être multipliés par deux lorsque le travailleur engagé est réputé gravement défavorisé.

Art. 18. § 1^{er}. Dès réception et validation du formulaire de demande électronique complet, l'administration liquide une avance de cinquante pour cent du montant de la subvention. Ces cinquante pour cent correspondent à la moitié de la subvention visée à l'article 17.

Au terme de vingt-quatre mois à compter de l'engagement du travailleur, l'administration procède au calcul de la subvention effective du travailleur sur base de son compte individuel et liquide ensuite le solde de la subvention.

Le montant de la subvention effective n'excède pas cinquante pour cent des coûts salariaux sur une période maximale de douze mois à compter de l'embauche d'un travailleur défavorisé ou sur une période maximale de vingt-quatre mois à compter de l'embauche d'un travailleur gravement défavorisé.

§ 2. Les preuves de l'affectation de cent pour cent de la subvention correspondent au paiement du coût salarial sur une période d'un an à dater de la date d'engagement pour un travailleur défavorisé et sur une période de deux ans pour un travailleur gravement défavorisé.

§ 3. La subvention est octroyée si le travailleur est engagé dans le cadre d'un contrat conclu au minimum à mi-temps et au prorata du temps de travail fixé contractuellement à l'engagement du travailleur au sein de l'entreprise d'insertion.

§ 4. La subvention est octroyée une seule fois par employeur pour un même travailleur.

Art. 19. En cas de transfert d'un travailleur d'une entreprise d'insertion vers une autre entreprise d'insertion, la subvention est répartie entre les entreprises d'insertion en fonction des périodes de travail que le travailleur a presté dans chaque entreprise d'insertion.

Section 2. — La subvention destinée à une mission d'accompagnement social

Art. 20. Le montant annuel maximum de la subvention visée à l'article 21 du décret est fixé comme suit :

1° 100.000 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum soixante travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle justifie de personnes engagées pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 3, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

2° 75.000 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum quarante-cinq travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle justifie de personnes engagées pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 3, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

3° 50.000 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum vingt-six travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle justifie de personnes engagées pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 3, à concurrence de minimum un mi-temps par accompagnateur social;

4° 25.000 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum huit travailleurs qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, avaient le statut de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés et pour autant qu'elle justifie de personnes engagées pour réaliser exclusivement des missions d'accompagnement social au sens de l'article 3.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er}, est destinée à couvrir le coût salarial du ou des accompagnateurs sociaux, en ce compris leurs frais de déplacement ainsi que leurs frais de fonctionnement à concurrence de quinze pour cent maximum du coût salarial.

Art. 21. La liquidation de la subvention visée à l'article 21 du décret s'effectue comme suit :

1° dès réception du contrat de travail de l'accompagnateur social, une avance de quatre-vingt pour cent du montant de la subvention visée à l'article 21 du décret est liquidée à l'entreprise d'insertion;

2° au terme de douze mois à dater du début de l'année d'agrément en cours, l'entreprise d'insertion transmet, par voie électronique, les pièces justificatives déterminées par le Ministre conformément à l'article 3, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 360/2012, relatif aux accompagnateurs sociaux, permettant de prouver l'affectation de l'intégralité de la subvention annuelle, à savoir avance et solde.

Le solde de la subvention est liquidé ainsi que, le cas échéant, l'avance de l'année suivante.

Section 3. — La subvention pour la mise en œuvre des principes de l'économie sociale

Art. 22. § 1^{er}. La subvention annuelle visée à l'article 22 du décret est composée, en fonctions des critères qui y sont prévus, comme suit :

1° en ce qui concerne l'évolution de l'effectif, étant entendu qu'il s'agit du nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalents temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des quatre trimestres de l'année pour laquelle la subvention est demandée par l'entreprise d'insertion agréée :

- a) 2.500 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum un travailleur défavorisé ou gravement défavorisé;
- b) 5.000 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum onze travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés;
- c) 7.500 euros si l'entreprise d'insertion compte au minimum vingt-six travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

2° en ce qui concerne la mise en place d'un processus participatif au sein de l'entreprise d'insertion agréée, le montant de la subvention qui y est affectée s'élève à 15.000 euros pour autant que l'entreprise d'insertion réponde à au moins trois des cinq critères suivants :

- a) avoir une catégorie de parts accessibles, d'au maximum cinquante euros, pour les travailleurs;
- b) organiser, au minimum deux fois par an, une réunion d'au moins soixante minutes à laquelle tous les travailleurs sont invités dans le cadre de leurs prestations de travail et au cours de laquelle sont abordés les projets d'entreprise et dont au moins une concerne la présentation des comptes et du budget;
- c) organiser, au minimum six fois par an, des commissions spécifiques liées à des thématiques particulières et réunissant, dans le cadre de leurs prestations de travail, au moins dix pour cent des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés;
- d) assurer une présence au sein des organes de décision de l'entreprise d'insertion d'au moins un membre issu du public cible;
- e) organiser des formations liées à la gestion d'entreprise d'au minimum six heures par an et par travailleur et concernant au minimum cinq pour cent des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

3° en ce qui concerne la politique d'affectation des bénéficiaires qui tend à se rapprocher le plus possible du but social de l'entreprise, le montant de la subvention qui y est affectée s'élève à 15.000 euros pour autant que l'entreprise d'insertion réponde à au moins deux des quatre critères suivants :

- a) si l'entreprise est en bénéfice, au minimum septante-cinq pour cent des bénéfices seront soit incorporés aux réserves, soit placés en provision dédiée à un investissement lié à l'amélioration des conditions de travail;
- b) ne pas distribuer de dividendes;
- c) accorder, après avis de la commission, des avantages significatifs par rapport aux conditions prévues par les différentes conventions collectives de la Commission paritaire ad hoc, tels que notamment une meilleure rémunération, l'octroi de chèques-repas non prévus par la convention collective de travail ad hoc, un meilleur remboursement des frais de déplacement ou encore l'octroi de jours de congés supplémentaires;
- d) organiser un nombre d'heures de formation par ETP représentant le nombre d'heures prévues par les conventions collectives de travail ad hoc multiplié par 1.5.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1^{er}, 1°, est octroyée à l'entreprise d'insertion agréée pour autant qu'elle augmente son effectif d'un pour cent par rapport à l'effectif de l'année précédente. Elle est doublée pour autant que l'entreprise d'insertion agréée augmente son effectif de deux pour cent par rapport à l'effectif de l'année précédente.

Art. 23. La liquidation de la subvention visée à l'article 22 du décret est effectuée, annuellement, par le fonctionnaire délégué à la publication des comptes annuels de l'entreprise d'insertion agréée et après approbation des pièces justificatives transmises par voie électronique, selon les modalités déterminées par le Ministre.

CHAPITRE IV. — Contrôle, surveillance et récupération

Art. 24. Les modalités et modèles des rapports d'activité, tels que visés aux articles 6 et 14 du décret, sont déterminés par le Ministre.

Art. 25. § 1^{er}. L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre, conformément aux articles 5 et 9, alinéa 3, du décret.

Le Ministre ne peut pas suspendre l'agrément pour une durée qui excède six mois. Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'initiative d'économie sociale ou l'entreprise d'insertion n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

Préalablement à l'envoi au Ministre du dossier de suspension ou de retrait de l'agrément d'une initiative d'économie sociale ou d'une entreprise d'insertion, l'administration demande l'avis de la commission.

La commission remet son avis, dans les soixante jours de la demande visée à l'alinéa 3, après avoir entendu les représentants de l'initiative d'économie sociale ou de l'entreprise d'insertion.

Le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion ou leurs représentants dûment mandatés sont informés au moins trente jours avant leur audition de :

- 1° la date de l'audition et des raisons qui la motivent;
- 2° la possibilité que le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion soient représentés par un mandataire;
- 3° la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Dans les trente jours de la réception des décisions de suspension et de retrait visées à l'alinéa 1^{er}, l'administration notifie les décisions, par courrier recommandé, à l'initiative d'économie sociale ou à l'entreprise d'insertion.

L'administration envoie la décision du Ministre à la commission.

§ 2. Si la commission constate un non-respect de tension salariale modérée comprise dans un rapport de 1 à 4, étant entendu que pour le calcul sont visés tous types de rémunérations et d'avantages quelconques, elle peut proposer au Ministre le retrait d'agrément de l'entreprise d'insertion.

Art. 26. Les subventions peuvent être suspendues ou retirées par le Ministre.

Au préalable, le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion ou leurs représentants dûment mandatés sont auditionnés par la commission.

Ils sont informés au moins trente jours avant leur audition de :

1° la date de l'audition et des raisons qui la motivent;

2° la possibilité que le chef d'entreprise et le président de l'organe de gestion soient représentés par un mandataire;

3° la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Le Ministre décide, sur proposition de la commission, d'une des mesures visées à l'article 23, § 1^{er}, du décret dans un délai de cent vingt jours à compter de l'audition.

La décision est notifiée, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la décision par l'administration, à l'entreprise d'insertion.

Art. 27. Conformément aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, les subventions indûment liquidées sont récupérées par toutes voies de droit en ce compris par compensation.

Art. 28. L'Inspection est chargée d'exercer la surveillance et le contrôle du décret et du présent arrêté.

CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 29. Le Ministre remet, au plus tard le 31 mars de chaque année, au Conseil wallon de l'Economie sociale et au Parlement wallon, un rapport sur l'exécution du décret et du présent arrêté. Ce rapport est approuvé préalablement par le Gouvernement.

Conformément à l'article 11 du Règlement (UE) n° 651/2014, il remet également à la Commission européenne un rapport annuel sur les conditions d'application du Règlement (UE) n° 651/2014 dans la mise en œuvre du décret et du présent arrêté.

Art. 30. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable le plus proche.

Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais.

Art. 31. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, tel que modifié le 8 mai 2014, portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est abrogé.

Art. 32. Le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 30 juin 2017.

Art. 33. Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203329]

24. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, insbesondere seines Artikels 6;

Aufgrund des Dekrets vom 11. April 2014 zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben der Wallonischen Region, insbesondere seines Artikels 3 Ziffer 2;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere seiner Artikel 1 Ziffer 10, 2 Ziffer 2 und 3, 5, 6, 10 bis 14, 17 Absatz 1, 18, 19, 21 bis 23, 25, 26 und 38;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund der am 29. Juni 2015 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie ("Conseil économique et social de Wallonie");

Aufgrund der am 8. Juli 2015 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Rats der Sozialwirtschaft ("Conseil wallon de l'économie sociale");

Aufgrund der am 4. Mai 2015 und 10. März 2017 abgegebenen Stellungnahmen des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Mai 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 13. April 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.172/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört;

3° Verwaltung: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° beauftragter Beamte: einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten;

5° Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° Lohnkosten: die Gesamtlohnkosten, die der zugelassene Betrieb tatsächlich zu tragen hat, so wie sie in den individuellen Konten aufgeführt sind, die von einem zugelassenen Sozialsekretariat bzw. von einem internen Lohnbuchhaltungsdienst validiert wurden, der die Garantie bietet, dass er imstande ist, die für die Beibehaltung und Auszahlung der Zuschüsse erforderlichen Beweisdaten zu liefern.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 2 Ziffer 2 des Dekrets wird mit den Personen, die "über einen aufgrund der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit gefassten Beschluss der Wallonischen Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen ("Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées") zur Gewährung einer Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe oder über einen vergleichbaren, von der durch das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung geschaffenen "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" in Sachen Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe gefassten Beschluss verfügen", jede Person gleichgestellt, die, je nach Fall:

1° Begünstigte eines Beschlusses zur Gewährung einer Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe ist, der von der folgenden Dienststelle gefasst wurde:

a) die Brüsseler Dienststelle für die Integration der behinderten Personen ("Service bruxellois pour l'intégration des Personnes handicapée -Phare");

b) der "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)";

2° Opfer eines Arbeitsunfalls gewesen ist und eine von dem Fonds für Arbeitsunfälle oder der Verwaltung der medizinischen Expertise ausgestellte Bescheinigung vorgelegt hat, in der eine bleibende Unfähigkeit von mindestens dreißig Prozent anerkannt wird;

3° Opfer einer Berufskrankheit gewesen ist und eine von dem Fonds für Berufskrankheiten oder der Verwaltung der medizinischen Expertise ausgestellte Bescheinigung vorgelegt hat, in der eine bleibende Unfähigkeit von mindestens dreißig Prozent anerkannt wird;

4° Opfer eines gemeinrechtlichen Unfalls gewesen ist und eine durch die Kanzlei des Gerichts bzw. des Gerichtshofes ausgestellte Abschrift des Urteils oder Entscheids vorgelegt hat, in dem bescheinigt wird, dass die Behinderung oder die bleibende Unfähigkeit mindestens dreißig Prozent beträgt;

5° Opfer eines Haushaltsunfalls gewesen ist und eine Abschrift des Beschlusses der Versicherungseinrichtung vorgelegt hat, in dem bescheinigt wird, dass die bleibende Unfähigkeit mindestens dreißig Prozent beträgt;

6° alle ärztlichen Bedingungen erfüllt, um auf eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder eine Eingliederungsbeihilfe kraft des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung Anspruch zu haben oder diese Beihilfe effektiv bezieht, und eine Bescheinigung des Föderales Öffentlichen Dienstes Sozialversicherung vorgelegt hat;

7° vom internen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz, der gemäß dem Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit eingesetzt wurde, bzw. vom externen Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz, dem der Eingliederungsbetrieb nach dem Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit angeschlossen ist, für dauerhaft unfähig zur Ausübung ihrer gewöhnlichen Tätigkeiten, aber fähig zu bestimmten spezifischen Funktionen erklärt wurde.

Art. 3 - Den sozialen Betreuern werden aufgrund von Artikel 1 Ziffer 7 des Dekrets hauptsächlich folgende Aufgaben anvertraut:

1° regelmäßig, d.h. mindestens alle sechs Monate, individuelle und kollektive Gespräche führen mit benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets, um, einerseits, die Eingliederung der gezielten Arbeitnehmer in nachhaltige und qualitative Arbeitsstellen innerhalb des Eingliederungsbetriebes oder jegliches anderen Betriebs und, andererseits, ihre Autonomie auf dem Arbeitsmarkt zu fördern, sowie ihnen im Rahmen einer psychosozialen Betreuung bei der Überwindung der Schwierigkeiten oder Hindernisse zu helfen, die während ihrer Eingliederung auftreten und die ihre Aussichten auf eine Weiterbeschäftigung schwer belasten könnten;

2° die zwischen dem Eingliederungsbetrieb und den Sozialhilfezentren, von denen die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs tätigen Arbeitnehmer im Sinne von Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes von 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren abhängen, abgeschlossene Vereinbarung über soziale Betreuung überwachen und gegebenenfalls umsetzen;

3° gemeinsam mit den in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmern eine persönliche Berufsbilanz aufstellen und deren kurz-, mittel- und langfristige Berufsziele bestimmen;

4° gemeinsam mit den in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmern und in enger Zusammenarbeit mit dem FOREm einen Plan zur beruflichen Ausbildung aufstellen;

5° als Vermittler auftreten zwischen den in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmern und den Betrieben, in denen diese Arbeitnehmer eine andere Stelle erhalten möchten, und die Arbeitnehmer bei ihren Schritten begleiten;

6° die in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmer bei ihren persönlichen Schritten, um ihre beruflichen Fähigkeiten anerkennen oder validieren zu lassen, informieren und begleiten;

7° für jeden der in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmer eine individuelle Betreuungsakte mit den Kenndaten des Anspruchsberechtigten, der zusammen mit ihm aufgestellten individuellen Bilanz, der Zusammenfassung der geführten Aktionen, den von oder mit jedem der in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmer unternommenen Schritten und den Betreuungsgesprächen zusammenstellen und stets auf dem neuesten Stand halten;

8° für die in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten, zu nicht beschäftigten Arbeitsuchenden gewordenen Arbeitnehmer, mit deren Zustimmung dem FOREm die personenbezogenen Daten, die für die Arbeitssuche relevant sind, mitteilen;

9° die in Artikel 1 Ziffer 4 und 5 des Dekrets genannten Arbeitnehmer für die Ziele und Strategien zur Entwicklung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs sensibilisieren und sie gegebenenfalls an der Führung des zugelassenen Eingliederungsbetriebes beteiligen;

10° dem Betriebsleiter, in Absprache mit dem internen oder externen Gefahrenverhütungsberater, behindertengerechte Anpassungen der Arbeitssituationen vorschlagen;

11° die Arbeitnehmer für die in Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft genannten Grundsätze sensibilisieren.

Der soziale Betreuer ist mindestens im Rahmen eines halbzzeitigen Arbeitsvertrags für die soziale Betreuung zuständig und nimmt unter Ausschluss jeder Aktivität zur Erzeugung von Gütern oder Leistung von Diensten und von jeder Aktivität im Bereich der Verwaltung und der Personalverwaltung und, im weiteren Sinne, des Eingliederungsbetriebs die in Absatz 1 genannten Aufgaben wahr.

Der soziale Betreuer weist mindestens eine der folgenden Qualifikationen vor:

1° entweder Inhaber eines Diploms des höheren Unterrichts in einer sozialen, psychologischen oder pädagogischen Fachrichtung sein;

2° oder eine berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren als leitender Angestellter im Bereich der sozialberuflichen Eingliederung oder als psychosozialer Betreuer haben.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 11 des Dekrets werden für den Erhalt des Status eines benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmers die folgenden Zeiträume Perioden als Empfänger des Arbeitslosengeldes oder einer Eingliederungszulage oder als eingetragener Arbeitsuchender gleichgestellt:

1° Perioden, in denen bei entschädigter Vollarbeitslosigkeit eine Entschädigung aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen in Sachen Kranken- und Invalidenpflichtversicherung oder in Sachen Mutterschaftsversicherung bezahlt wurde;

2° Perioden der Vollarbeitslosigkeit, die durch Urlaubsgeld gedeckt sind;

3° Haft-, Inhaftierungs- oder Internierungsperioden im Laufe einer entschädigten Vollarbeitslosigkeit oder im Laufe einer Berufseingliederungszeit;

4° Berufseingliederungszeiten im Sinne von Artikel 36 des Königlichen Erlasses von 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

5° ausschließlich für den Status eines stark benachteiligten Arbeitnehmers, Perioden, in denen der stark benachteiligte Arbeitnehmer durch einen Arbeitsvertrag gebunden ist, der höchstens dreißig Arbeitstagen je Zeitraum von sechs Kalendermonaten während den vierundzwanzig Kalendermonaten entspricht, die dem Datum der Einstellung durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb vorangehen;

6° ausschließlich für den Status eines benachteiligten Arbeitnehmers, Perioden, in denen der benachteiligte Arbeitnehmer durch einen Arbeitsvertrag gebunden ist, der höchstens zwanzig Arbeitstagen in den sechs Kalendermonaten entspricht, die dem Datum der Einstellung durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb vorangehen;

KAPITEL II — Verfahren zur Zulassung und Erneuerung der Zulassung

Abschnitt 1 — Sozialwirtschaftliche Initiativen

Art. 5 - Der Antrag auf Zulassung bzw. auf Erneuerung der Zulassung, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, wird elektronisch bei der Verwaltung eingereicht.

Der Antrag wird von der Person unterzeichnet, die dazu befugt ist, eine der in Artikel 3 § 1 Ziffer 1 des Dekrets erwähnten Strukturen rechtlich zu verpflichten, und ihm ist eine Akte beizufügen, die Folgendes umfasst:

1° die Satzungen des Antragstellers;

2° eine Beschreibung des Projekts;

3° beim ersten Antrag auf Zulassung, den Nachweis der Einregistrierung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder ggf. den Nachweis der in Artikel 139 des Programmgesetzes (I) vom 27. Dezember 2006 erwähnten vorherigen Erklärung;

4° die Zusammensetzung der Verwaltungsorgane;

5° den bei der Belgischen Nationalbank veröffentlichten Jahresabschluss in Bezug auf das Jahr vor der Einreichung des Antrags;

6° den Nachweis, dass keine Zahlung an das LSS, die Mehrwertsteuer und ggf. an den Fonds für Existenzsicherheit noch aussteht;

7° die Zahl der bereits beschäftigten Arbeitnehmer und die Zahl der für das Projekt vorgesehenen Arbeitnehmer, ihre Arbeitszeitregelung und ihren Status;

8° eine Auflistung der für die Betreuung der gering qualifizierten Arbeitnehmer zuständigen Personalmitglieder;

9° gegebenenfalls, Belege für die Anerkennung durch eine andere Behörde.

Abweichend von Absatz 1 wird der Antrag auf Zulassung bzw. auf Erneuerung der Zulassung, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, für öffentliche Sozialhilfezentren oder Zusammenschlüsse von öffentlichen Sozialhilfezentren im Sinne von Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren elektronisch bei der Verwaltung eingereicht und ihm ist eine Akte beizufügen, die Folgendes enthält:

1° eine Beschreibung des Projekts;

2° den Nachweis der Einregistrierung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder ggf. den Nachweis der in Artikel 139 des Programmgesetzes (I) vom 27. Dezember 2006 erwähnten vorherigen Erklärung;

- 3° die Zahl der bereits beschäftigten Arbeitnehmer und die Zahl der für das Projekt vorgesehenen Arbeitnehmer, ihre Arbeitszeitregelung und ihren Status;
- 4° eine Auflistung der für die Betreuung der gering qualifizierten Arbeitnehmer zuständigen Personalmitglieder;
- 5° eine Übersicht über die projektbezogene Buchführung des Jahres vor dem Antrag;
- 6° gegebenenfalls, Belege für die Anerkennung durch eine andere Behörde.

Der Minister kann den Antragsteller von der Verpflichtung befreien, die in Absatz 2 und 3 erwähnten Unterlagen beizubringen, wenn die Verwaltung oder die Inspektion durch den Zugriff auf das Nationalregister, die Zentrale Datenbank der Unternehmen oder die Zentrale Datenbank des Landesamts für soziale Sicherheit über die in diesen Unterlagen enthaltenen Angaben verfügen kann.

Art. 6 - Binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung richtet die Verwaltung an den Antragsteller:

- 1° entweder eine Empfangsbestätigung mit der Angabe, dass die Akte vollständig ist;
- 2° oder eine Meldung, durch die sie ihn auffordert, binnen fünfzehn Tagen nach Empfang dieser Meldung die Akte zu ergänzen.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Frist kann auf mit Gründen versehenen und von der Verwaltung angenommenen Antrag des Antragstellers ein einziges Mal um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Sind diese Fristen abgelaufen bzw. bleibt die Unvollständigkeit bestehen, so wird die Akte ohne weitere Folgen abgeschlossen.

Art. 7 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister binnen dreißig Tagen ab dem Tag nach Eingang der vollständigen Akte eine Analyse der Zulässigkeit.

Der Minister befindet über den Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der von der Verwaltung übermittelten Analyse der Zulässigkeit.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Beschlusses des Ministers bei der Verwaltung stellt die Verwaltung dem Antragsteller diesen Beschluss per Einschreiben zu.

Art. 8 - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung, dessen Muster vom Minister bestimmt wird, wird frühestens zweihundertvierzig Tage und spätestens hundertachtzig Tage vor Ablauf der laufenden Zulassung bei der Verwaltung eingereicht.

Art. 9 - Es darf in den ersten drei Jahren nach einem Entzugsbeschluss kein neuer Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung von einem Antragsteller eingereicht werden, dessen Zulassung als sozialwirtschaftliche Initiative entzogen wurde. Im Falle eines Beschlusses zur Aussetzung der Zulassung darf kein neuer Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung während der Aussetzung eingereicht werden, es sei denn, die Zulassung läuft im Laufe des Aussetzungszeitraums ab.

Abschnitt 2 — Eingliederungsbetriebe

Art. 10 - Der Antragsteller reicht den Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, elektronisch bei der Verwaltung ein.

Der Antrag wird vom Betriebsleiter unterzeichnet und ihm ist eine Akte beizufügen, die Folgendes umfasst:

1° eine Beschreibung des vom Antragsteller durchgeführten oder geplanten Projekts zur dauerhaften und qualitativ wertvollen Eingliederung der benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer, das darauf abzielt, die Einführung der in Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft genannten Grundsätze, insbesondere des Grundsatzes des Vorrangs der Arbeit vor dem Kapital bei der Verteilung der Einkünfte, zu fördern, einschließlich der zur Durchführung dieses Eingliederungsprojekts eingesetzten materiellen und menschlichen Mittel, insbesondere derjenigen, die für die soziale Betreuung der gezielten Arbeitnehmer vorgesehen sind;

2° eine Darstellung der Kompetenzen und der Erfahrung des Betriebsleiters und ggf. des geschäftsführenden Verwalters im Bereich der Wirtschaft und der Humanressourcen;

3° eine Auflistung der leitenden Angestellten mit Angabe ihrer jeweiligen Qualifikationen;

4° den Voranschlag zur Einschätzung der Relevanz der Tätigkeit und der wirtschaftlichen Lebensfähigkeit des Eingliederungsbetriebs auf der Grundlage einer Beschreibung der Tätigkeiten sowie der Güter oder Dienstleistungen, die geliefert bzw. erbracht werden. Der Voranschlag umfasst:

a) die allgemeine Darstellung des Projekts;

b) die detaillierte Auflistung der voraussichtlichen Einnahmen und Ausgaben für das laufende Jahr und die drei darauffolgenden Rechnungsjahre;

5° eine vom FOREm bzw. vom Arbeitsamt der D.G. ausgestellte Empfangsbestätigung zur Bescheinigung der Einreichung eines Antrags auf Vereinbarung im Sinne von Artikel 7 § 1 Ziffer 10 des Dekrets.

Der Minister kann den Antragsteller von der Verpflichtung befreien, die in Absatz 2 erwähnten Unterlagen beizubringen, wenn die Verwaltung oder die Inspektion durch den Zugriff auf das Nationalregister, die Zentrale Datenbank der Unternehmen oder die Zentrale Datenbank des Landesamts für soziale Sicherheit über diese Unterlagen verfügen kann.

Art. 11 - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung, dessen Muster vom Minister bestimmt wird, wird frühestens zweihundertvierzig Tage und spätestens hundertachtzig Tage vor Ablauf der laufenden Zulassung elektronisch bei der Verwaltung eingereicht.

Art. 12 - Es darf in den ersten drei Jahren nach einem Entzugsbeschluss kein neuer Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung von einem Antragsteller eingereicht werden, dessen Zulassung als sozialwirtschaftliche Initiative entzogen wurde. Im Falle eines Beschlusses zur Aussetzung der Zulassung darf kein neuer Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung während der Aussetzung eingereicht werden, es sei denn, die Zulassung läuft im Laufe des Aussetzungszeitraums ab.

Art. 13 - § 1. Binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung richtet die Verwaltung an den Antragsteller:

1° entweder eine Empfangsbestätigung mit der Angabe, dass die Akte vollständig ist;

2° oder eine Meldung, durch die sie ihn auffordert, binnen fünfzehn Tagen nach Empfang dieser Meldung die Akte zu ergänzen.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Frist kann auf mit Gründen versehenen und von der Verwaltung angenommenen Antrag des Antragstellers ein einziges Mal um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Sind diese Fristen abgelaufen oder bleibt die Unvollständigkeit bestehen, so wird die Akte ohne weitere Folgen abgeschlossen.

§ 2. Binnen sechzig Tagen ab Eingang der vollständigen Akte sendet die Verwaltung dem durch Artikel 6 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft eingerichteten und in der Folge "der Ausschuss" genannten Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen die vollständige Akte zu. Der Ausschuss kann beim Antragsteller und/oder bei der Verwaltung zusätzliche Auskünfte einholen.

Der Antragsteller kann eine Anhörung durch den Ausschuss beantragen.

Der Ausschuss kann die Anhörung des Antragstellers anfordern. In diesem Fall erhält der Antragsteller binnen fünfzehn Tagen vor seiner Anhörung eine Vorladung mit Angabe der Punkte, über die er befragt sein wird, sowie der einschlägigen Unterlagen.

Art. 14 - Der Ausschuss übermittelt dem Minister seine Stellungnahme binnen dreißig Tagen nach der Übermittlung der vollständigen Akte durch die Verwaltung. Diese Frist kann im Falle einer Anhörung nach Art. 13 § 2 Absatz 2 auf sechzig Tage verlängert werden.

Auf mit Gründen versehenen Antrag des Ausschusses kann der Minister die Verlängerung der Frist für die Abgabe der Stellungnahme des Ausschusses genehmigen.

Art. 15 - Der Minister befindet über den Antrag auf Zulassung bzw. Erneuerung der Zulassung binnen dreißig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte.

Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang des Beschlusses des Ministers bei der Verwaltung stellt die Verwaltung dem Antragsteller diesen Beschluss per Einschreiben zu.

Die Verwaltung sendet dem Ausschuss zu Informationszwecken den Beschluss des Ministers auf dem Post- oder elektronischem Wege zu.

KAPITEL III — Zuschüsse an Eingliederungsbetriebe

Abschnitt 1 — Arbeitnehmerzuschuss

Art. 16 - Gemäß Artikel 18 des Dekrets übermittelt der zugelassene Eingliederungsbetrieb, der einen Zuschuss nach Artikel 19 des Dekrets beantragt, elektronisch anhand eines vorgefertigten Formulars, dessen Muster vom Minister bestimmt wird, eine Kopie des Arbeitsvertrags des betroffenen Arbeitnehmers sowie die in Artikel 13 des Dekrets vorgesehene Bescheinigung, deren Muster der Minister bestimmt, in der die Belege für seinen Status als benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer enthalten sind.

Art. 17 - Der Höchstbetrag des in Artikel 19 des Dekrets genannten Zuschusses wird für jeden benachteiligten Arbeitnehmer wie folgt festgesetzt:

1° im Falle eines Eingliederungsbetriebs nach Artikel 7 § 1 Ziffer 6 Buchstaben *a*) und *b*) des Dekrets:

a) 18.000 Euro, wenn der Arbeitnehmer im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags eingestellt ist und von den paritätischen Kommissionen Nummer 121, 124, 145 oder 302 abhängt;

b) 15.000 Euro, wenn der Arbeitnehmer im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags eingestellt ist und von jeglicher anderen paritätischen Kommission als denjenigen mit den Nummern 121, 124, 145 oder 302 abhängt;

2° im Falle eines Eingliederungsbetriebs nach Artikel 7 § 1 Ziffer 6 Buchstabe *c*) des Dekrets:

a) 10.800 Euro, wenn der Arbeitnehmer im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags eingestellt ist und von den paritätischen Kommissionen Nummer 121, 124, 145 oder 302 abhängt;

b) 9.000 Euro, wenn der Arbeitnehmer im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags eingestellt ist und von jeglicher anderen paritätischen Kommission als denjenigen mit den Nummern 121, 124, 145 oder 302 abhängt.

Die in Absatz 1 festgesetzten Beträge müssen verdoppelt werden, wenn der eingestellte Arbeitnehmer als stark benachteiligt gilt.

Art. 18 - § 1. Sobald das vollständige elektronische Antragsformular eingegangen und validiert worden ist, zahlt die Verwaltung einen Vorschuss in Höhe von fünfzig Prozent des Zuschussbetrags aus. Bei diesen fünfzig Prozent handelt es sich um die Hälfte des in Artikel 17 erwähnten Zuschusses.

Nach Ablauf von vierundzwanzig Monaten ab der Einstellung des Arbeitnehmers berechnet die Verwaltung den tatsächlichen Zuschuss des Arbeitnehmers auf der Grundlage seines individuellen Kontos und zahlt dann den Zuschussrestbetrag aus.

Der Betrag des tatsächlichen Zuschusses ist nicht höher als fünfzig Prozent der Lohnkosten über einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten ab der Einstellung eines benachteiligten Arbeitnehmers oder über einen Zeitraum von höchstens vierundzwanzig Monaten ab der Einstellung eines stark benachteiligten Arbeitnehmers.

§ 2. Als Belege für die Verwendung von hundert Prozent des Zuschusses gelten die Zahlung der Lohnkosten über einen Zeitraum von einem Jahr ab dem Datum der Einstellung für einen benachteiligten Arbeitnehmer und über einen Zeitraum von zwei Jahren für einen stark benachteiligten Arbeitnehmer.

§ 3. Gewährt wird der Zuschuss unter der Bedingung, dass der Arbeitnehmer zumindest im Rahmen eines Halbzeitarbeitsvertrags eingestellt ist, und proportional zur Arbeitszeit, die bei der Einstellung des Arbeitnehmers durch den Eingliederungsbetrieb vertraglich festgelegt wurde.

§ 4. Der Zuschuss wird für ein und denselben Arbeitnehmer ein einziges Mal je Arbeitgeber gewährt.

Art. 19 - Wird ein Arbeitnehmer von einem Eingliederungsbetrieb einem anderen Eingliederungsbetrieb übertragen, so wird der Zuschuss unter Zugrundelegung der in jedem der Eingliederungsbetriebe geleisteten Arbeitszeit unter die Eingliederungsbetriebe verteilt.

Abschnitt 2 — Zuschuss für eine Aufgabe der sozialen Betreuung

Art. 20 - Der Jahreshöchstbetrag des in Artikel 21 des Dekrets genannten Zuschusses wird wie folgt festgesetzt:

1° 100.000 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens sechzig Arbeitnehmer beschäftigt, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegt, dass Personal ausschließlich für die Wahrnehmung von Aufgaben der sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 3 eingestellt wurde und seine Arbeitszeit mindestens einer Halbzeitbeschäftigung pro sozialen Betreuer entspricht;

2° 75.000 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens fünfundvierzig Arbeitnehmer beschäftigt, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegt, dass Personal ausschließlich für die Wahrnehmung von Aufgaben der sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 3 eingestellt wurde und seine Arbeitszeit mindestens einer Halbzeitbeschäftigung pro sozialen Betreuer entspricht;

3° 50.000 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens sechsundzwanzig Arbeitnehmer beschäftigt, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegt, dass Personal ausschließlich für die Wahrnehmung von Aufgaben der sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 3 eingestellt wurde und seine Arbeitszeit mindestens einer Halbzeitbeschäftigung pro sozialen Betreuer entspricht;

4° 25.000 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens acht Arbeitnehmer beschäftigt, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb als benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer galten, und sofern der Betrieb belegt, dass Personal ausschließlich für die Wahrnehmung von Aufgaben der sozialen Betreuung im Sinne von Artikel 3 eingestellt wurde.

Der in Absatz 1 genannte Zuschuss ist zur Deckung der Lohnkosten für den bzw. die sozialen Betreuer bestimmt, einschließlich ihrer Fahrtkosten sowie ihrer Funktionskosten in Höhe von maximal fünfzehn Prozent der Lohnkosten.

Art. 21 - Der in Artikel 21 des Dekrets erwähnte Zuschuss wird folgendermaßen ausgezahlt:

1° Unverzüglich nach Eingang des Arbeitsvertrags des sozialen Betreuers wird dem Eingliederungsbetrieb ein Vorschuss in Höhe von achtzig Prozent des Betrags des in Artikel 21 erwähnten Zuschusses ausgezahlt;

2° Zwölf Monate nach Anfang des laufenden Zulassungsjahres übermittelt der Eingliederungsbetrieb auf elektronischem Wege die vom Minister gemäß Artikel 3 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 360/2012 bezüglich der sozialen Betreuer bestimmten Belege zum Nachweis der hundertprozentigen Verwendung des jährlichen Zuschusses - d.h. des Zuschusses und des Restbetrags.

Der Zuschussrestbetrag wird ausgezahlt ebenso wie, gegebenenfalls, der Vorschuss für das folgende Jahr.

Abschnitt 3 — Zuschuss für die Einführung der Grundsätze der Sozialwirtschaft

Art. 22 - § 1. Der in Artikel 22 des Dekrets erwähnte Jahreszuschuss setzt sich je nach den darin vorgesehenen Kriterien folgendermaßen zusammen:

1° was die Entwicklung des Personalbestands betrifft, wobei zu berücksichtigen ist, dass es sich dabei um die durchschnittliche Anzahl (in Vollzeiteinheiten gerechnet) der Lohnempfänger handelt, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs gearbeitet haben, auf der Grundlage der vier Quartale des Jahres, für das der Zuschuss vom zugelassenen Eingliederungsbetrieb beantragt wird:

a) 2.500 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens einen benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer beschäftigt;

b) 5.000 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens elf benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer beschäftigt;

c) 7.500 Euro, wenn der Eingliederungsbetrieb mindestens sechsundzwanzig benachteiligte bzw. stark benachteiligte Arbeitnehmer beschäftigt.

2° was die Einführung eines Mitbestimmungsverfahrens innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs betrifft, beträgt der für diesen Zweck bestimmte Zuschuss 15.000 Euro, sofern der Eingliederungsbetrieb mindestens drei von den nachstehenden fünf Kriterien entspricht:

a) über eine Kategorie Anteile verfügen, die mit einem Höchstpreis von je fünfzig Euro für die Arbeitnehmer erschwinglich sind;

b) mindestens zweimal im Jahr eine sechzigminütige Versammlung organisieren, zu der alle Arbeitnehmer im Rahmen ihrer Arbeitsleistungen eingeladen werden und in der die Betriebsprojekte besprochen werden, wobei mindestens eine dieser Versammlungen die Darstellung der Rechnungen und des Haushaltplans betrifft;

c) mindestens sechsmal im Jahr spezifische Kommissionen organisieren, die sich auf besondere Themen beziehen und an denen mindestens zehn Prozent der benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer im Rahmen ihrer Arbeitsleistungen beteiligt sind;

d) die Anwesenheit von mindestens einem Mitglied aus der Zielgruppe innerhalb der Beschlussorgane gewährleisten;

e) betriebswirtschaftliche Ausbildungen von mindestens sechs Stunden pro Jahr und Arbeitnehmer organisieren, an denen zumindest fünf Prozent der benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer teilnehmen.

3° was die Gewinnverwendungspolitik betrifft, die darauf angelegt ist, sich so weit wie möglich der sozialen Zielsetzung des Betriebs anzunähern, beträgt der für diesen Zweck bestimmte Zuschuss 15.000 Euro, sofern der Eingliederungsbetrieb mindestens zwei von den nachstehenden vier Kriterien entspricht:

a) erzielt der Betrieb Gewinne, so werden zumindest fünfundsiebzig Prozent der Gewinne entweder den Rücklagen zugewiesen oder für eine Investition im Zusammenhang mit der Verbesserung der Arbeitsbedingungen zurückgestellt;

b) keine Dividenden ausschütten;

c) nach Stellungnahme des Ausschusses, erhebliche Vorteile im Vergleich zu den in den verschiedenen Kollektivabkommen der zuständigen paritätischen Kommission vorgesehenen Bedingungen gewähren, wie etwa einen besseren Lohn, die Vergabe von im einschlägigen kollektiven Arbeitsabkommen nicht vorgesehenen Mahlzeitschecks, eine bessere Rückerstattung der Fahrtkosten oder aber die Gewährung von zusätzlichen Urlaubstagen;

d) eine Anzahl Ausbildungsstunden je VZE organisieren, die der in den entsprechenden kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehenen Stundenzahl mal 1.5 entspricht.

§ 2. Der in § 1 Ziffer 1 genannte Zuschuss wird dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb gewährt, unter der Bedingung, dass er seinen Personalbestand um ein Prozent im Vergleich zum Personalbestand des Vorjahres erhöht. Er wird verdoppelt, sofern der zugelassene Eingliederungsbetrieb seinen Personalbestand um zwei Prozent im Vergleich zum Personalbestand des Vorjahres erhöht.

Art. 23 - Die Auszahlung des in Artikel 22 des Dekrets genannten Zuschusses wird jedes Jahr nach den vom Minister bestimmten Modalitäten vom für die Veröffentlichung des Jahresabschlusses des zugelassenen Eingliederungsbetriebs beauftragten Beamten nach Billigung der elektronisch übermittelten Belege vorgenommen.

KAPITEL IV — Kontrolle, Überwachung und Rückforderung

Art. 24 - Die Modalitäten und Muster für die Tätigkeitsberichte nach Artikel 6 und 14 des Dekrets werden vom Minister bestimmt.

Art. 25 - § 1. Die Zulassung kann nach Artikel 5 und 9 Absatz 3 des Dekrets vom Minister ausgesetzt bzw. entzogen werden.

Der Minister darf die Zulassung nicht für mehr als sechs Monate aussetzen. Ist diese Frist abgelaufen, so wird die Zulassung entzogen, wenn die sozialwirtschaftliche Initiative oder der Eingliederungsbetrieb den im Aussetzungsbeschluss angeführten Bedingungen nicht genügt hat.

Vor der Sendung der Akte zur Aussetzung bzw. zum Entzug der Zulassung einer sozialwirtschaftlichen Initiative oder eines Eingliederungsbetriebs holt die Verwaltung die Stellungnahme des Ausschusses ein.

Der Ausschuss gibt seine Stellungnahme innerhalb von sechzig Tagen ab dem in Absatz 3 erwähnten Einholen einer Stellungnahme nach Anhörung der Vertreter der sozialwirtschaftlichen Initiative oder des Eingliederungsbetriebs ab.

Der Betriebsleiter und der Vorsitzende des Verwaltungsorgans oder ihre ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter werden zumindest dreißig Tage vor ihrer Anhörung von den folgenden Informationen in Kenntnis gesetzt:

1° Datum der Anhörung und Gründe dafür;

2° Möglichkeit der Vertretung des Betriebsleiters und des Vorsitzenden des Verwaltungsorgans durch einen Bevollmächtigten;

3° Möglichkeit eines Zugangs zur Akte im Zusammenhang mit dieser Anhörung.

Binnen dreißig Tagen nach Erhalt der in Absatz 1 erwähnten Aussetzungs- und Entzugsbeschlüsse stellt die Verwaltung der sozialwirtschaftlichen Initiative oder dem Eingliederungsbetrieb per Einschreiben die Beschlüsse zu.

Die Verwaltung sendet dem Ausschuss den Beschluss des Ministers zu.

§ 2. Stellt der Ausschuss fest, dass keine bescheidene Lohndifferenz (d.h. ein Verhältnis von höchstens 1: 4, wobei davon auszugehen ist, dass für die Berechnung alle Arten von Belohnungen und Vorteilen berücksichtigt werden) eingehalten wird, dann kann er dem Minister den Entzug der Zulassung des Eingliederungsbetriebs vorschlagen.

Art. 26 - Die Zuschüsse können vom Minister ausgesetzt bzw. entzogen werden.

Zuvor werden der Betriebsleiter und der Vorsitzende des Verwaltungsorgans oder ihre ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter von dem Ausschuss angehört.

Ihnen werden zumindest dreißig Tage vor ihrer Anhörung folgende Informationen mitgeteilt:

1° Datum der Anhörung und Gründe dafür;

2° Möglichkeit der Vertretung des Betriebsleiters und des Vorsitzenden des Verwaltungsorgans durch einen Bevollmächtigten;

3° Möglichkeit eines Zugangs zur Akte im Zusammenhang mit dieser Anhörung.

Der Minister beschließt innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach der Anhörung auf Vorschlag des Ausschusses eine der in Artikel 23 § 1 des Dekrets angeführten Maßnahmen.

Der Beschluss wird innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Beschlusses bei der Verwaltung dem Eingliederungsbetrieb zugestellt.

Art. 27 - In Übereinstimmung mit Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung werden die unberechtigtweise ausgezahlten Zuschüsse mit allen Rechtsmitteln zurückgefordert, einschließlich der Aufrechnung.

Art. 28 - Die Inspektion wird mit der Überwachung und der Kontrolle im Hinblick auf das Dekret und den vorliegenden Erlass beauftragt.

KAPITEL V — Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 29 - Spätestens am 31. März eines jeden Jahres legt der Minister dem Wallonischen Rat der Sozialwirtschaft und dem Wallonischen Parlament einen Bericht über die Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses vor. Dieser Bericht wird vorher von der Regierung gebilligt.

In Übereinstimmung mit Artikel 11 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 legt er ebenfalls der Europäischen Kommission einen Jahresbericht über die Anwendungsbedingungen der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 bei der Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses vor.

Art. 30 - Die Fristen im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden in Tagen berechnet. Der Tag der Amtshandlung, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in der Frist nicht mit eingeschlossen. Der Verfalltag wird bei der Berechnung der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nächstfolgenden Arbeitstag verlegt.

Die Monate Juli und August werden bei der Berechnung der Fristen nicht berücksichtigt.

Art. 31 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, so wie er am 8. Mai 2014 abgeändert wurde, zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Bedingungen, unter denen die Eingliederungsbetriebe zugelassen und bezuschusst werden, wird aufgehoben.

Art. 32 - Das Dekret vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe sowie der vorliegende Erlass treten am 30. Juni 2017 in Kraft.

Art. 33 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203329]

24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 houdende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, 2°;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 1, 10°, 2, 2° en 3°, 5, 6, 10 tot 14, 17, eerste lid, 18, 19, 21 tot 23, 25, 26 en 38;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonië" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 29 juni 2015;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'économie sociale" (Waalse raad voor sociale economie), gegeven op 8 juli 2015;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2015 en 10 maart 2017;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 2015;

Gelet op het advies nr. 61.172/2 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

3° administratie : de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° gemachtigd ambtenaar : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

5° inspectie : het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

6° loonkost : het totaalbedrag dat effectief ten laste valt van het erkende bedrijf, zoals opgenomen in de individuele rekeningen gevalideerd door een erkend sociaal secretariaat of van een interne dienst voor sociaal secretariaat die de garanties geeft dat hij in staat is om de nodige bewijskrachtige gegevens te verstrekken voor het behoud en het betalen van de toelagen.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 2, 2°, wordt gelijkgesteld met de personen die "in het bezit zijn van een beslissing van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) tot toekenning van een steun voor vorming of tewerkstelling, genomen krachtens de bepalingen van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of krachtens een gelijksoortige beslissing inzake steun voor vorming of tewerkstelling van de gehandicapte personen door de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" opgericht bij het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 2 juni 2° houdende oprichting van een " Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung " (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap)", elke persoon die, hetzij :

1° geniet van een beslissing tot toekenning van een steun voor vorming of tewerkstelling, genomen door :

a) de "Service bruxellois pour l'intégration des Personnes handicapées" (Phare) (de Franstalige Brusselse Dienst voor de sociale integratie van de gehandicapten)

b) de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB);

2° slachtoffer geworden is van een arbeidsongeval en een attest voorlegt afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise waarmee een permanente ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

3° slachtoffer geworden is van een beroepsziekte en een attest voorlegt afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door het Bestuur van de Medische Expertise waarmee een permanente ongeschiktheid van minstens 30 % aangetoond wordt;

4° slachtoffer geworden is van een ongeval van gemeen recht en een afschrift van het vonnis of van het arrest voorlegt afgeleverd door de griffie van de rechtbank of van het hof waarmee aangetoond wordt dat de handicap of de permanente ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

5° slachtoffer geworden is van een huishoudelijk ongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling voorlegt waarmee aangetoond wordt dat de permanente ongeschiktheid minstens 30 % bereikt;

6° de medische voorwaarden vervult om een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage op grond van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten te genieten en een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid voorlegt;

7° definitief ongeschikt is verklaard voor de uitoefening van zijn gewoonlijke activiteiten maar geschikt voor bepaalde specifieke functies door de interne dienst preventie en bescherming, ingesteld overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, of door de externe dienst preventie en bescherming waarbij het inschakelingsbedrijf aangesloten is, overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 3. De opdrachten toevertrouwd, krachtens artikel 1, 7°, van het decreet, aan de sociale begeleiders heeft voornamelijk betrekking op wat volgt :

1° individuele en collectieve gesprekken regelmatig voeren, minstens halfjaarlijks, met de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, zoals bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet, met het oog op, enerzijds, de bevordering van de inschakeling van de bedoelde werknemers in duurzame en kwaliteitsvolle banen binnen het inschakelingsbedrijf of elk ander bedrijf en, anderzijds, hun autonomie op de arbeidsmarkt en hen helpen, in het kader van een psychosociale begeleiding, om de moeilijkheden en de obstakels te overwinnen die zij tegenkomen tijdens hun inschaling in de tewerkstelling of die hun kansen om hun baan te behouden in het gedrang zouden kunnen brengen;

2° zorgen voor de opvolging en de uitvoering, in voorkomend geval, van de overeenkomst voor sociale begeleiding afgesloten tussen het erkende inschakelingsbedrijf en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waaronder de werknemers bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ressorteren en die actief zijn in het erkend inschakelingsbedrijf;

3° de persoonlijke beroepsbalans van de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet opmaken en hun beroepsdoelen op korte, middellange en lange termijn bepalen;

4° met de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet en in nauwe samenwerking met de "FOREm", een plan voor beroepsopleiding ontwerpen

5° zorgen voor de bemiddeling tussen de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet en de bedrijven waarin deze werknemers een andere betrekking zouden willen bekomen, en de werknemers in hun stappen begeleiden;

6° de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet informeren en begeleiden in hun persoonlijke stappen met het oog op de erkenning of de validering van hun beroepsvaardigheden;

7° voor elk van de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet een individueel opvolgingsdossier opmaken en actualiseren, bestaande uit de kenmerkende gegevens van de rechthebbende, de met hem opgestelde individuele balans, de synthese van de gevoerde acties, de stappen ondernomen door of met elk van de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet en de opvolgingsgesprekken;

8° de persoonsgegevens die nuttig zijn voor het zoeken naar werk meedelen aan de "FOREm" in het geval van het zoeken naar werk voor de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet, die niet-tewerkgestelde werkzoekenden geworden zijn, en dit met de toestemming van laatstgenoemden;

9° de werknemers bedoeld in artikel 1, 4° en 5°, van het decreet sensibiliseren voor de ontwikkelingsdoelstellingen en strategieën van het erkend inschakelingsbedrijf en, in voorkomend geval, ze betrekken bij het beheer van het erkend inschakelingsbedrijf;

10° aan het bedrijfshoofd, in overleg met de interne of externe preventieadviseur, aanpassingen van de werktoestanden voorstellen die aan de behoeften van de gehandicapte werknemers voldoen;

11° de werknemers sensibiliseren voor de principes bedoeld in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie.

De sociale begeleider zorgt, minstens in het kader van een tewerkstelling met een halftijdse arbeidsovereenkomst, voor de sociale begeleiding en voert de opdrachten uit bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van elke activiteit die de productie van goederen of diensten beoogt en elke activiteit die onder de administratie en het personeelsbeheer ressorteert en in ruimere zin, onder het inschakelingsbedrijf.

De sociale begeleider beschikt minstens over één van de volgende kwalificaties:

1° houder zijn van een diploma van het sociaal, psychologisch of pedagogisch hoger onderwijs;

2° minstens drie jaar beroepservaring hebben in een begeleidingsfunctie in de sector van de socio-professionele inschakeling of in een functie van psychosociale begeleiding.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 11 van het decreet, worden gelijkgesteld met periodes van voordeel van werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, of met inschrijvingsperiodes als werkzoekende om de hoedanigheid van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers te verkrijgen:

1° de periodes die, in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering, aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een toelage met toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering of inzake zwangerschapsverzekering;

2° de periodes van volledige werkloosheid die gedekt worden door vakantiegeld;

3° de periodes van hechtenis, opsluiting of internering in de loop van een periode van volledige werkloosheid die recht geeft op een uitkering of van instapstage;

4° de periodes van instapstage in de zin van artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

5° voor het statuut van uiterst kwetsbare werknemer uitsluitend, de periodes waarin de uiterst kwetsbare werknemer door een arbeidsovereenkomst verbonden is, met maximum dertig werkdagen per periode van zes kalendermaanden tijdens de vierentwintig kalendermaanden die voorafgaan aan de datum van indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf

6° voor het statuut van de kwetsbare werknemer uitsluitend, de periodes waarin de kwetsbare werknemer door een arbeidsovereenkomst verbonden is, met maximum twintig werkdagen binnen de zes kalendermaanden die voorafgaan aan de datum van indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf

HOOFDSTUK. — *Procedures tot erkenning en hernieuwing van de erkenning*

Afdeling 1. — Initiatieven van sociale economie

Art. 5. Het verzoek tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt bij e-mail ingediend bij de administratie.

Het verzoek wordt ondertekend door minstens één persoon die gemachtigd is om één van de structuren bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, juridisch te binden en gaat vergezeld van een dossier dat de volgende documenten bevat :

1° de statuten van de aanvragerster;

2° een beschrijving van het project;

3° bij het eerste verzoek om erkenning, het bewijs van de registratie bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen of, desgevallend, het bewijs van de voorafgaande melding bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

4° de samenstelling van de beheersorganen;

5° de jaarrekeningen, bekendgemaakt bij de Nationale Bank van België, met betrekking tot het jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag;

6° het bewijs van afwezigheid van schulden bij de RSZ, de BTW en, in voorkomend geval, bij het fonds voor bestaanszekerheid

7° het aantal reeds tewerkgestelde werknemers en het aantal werknemers voorzien voor het project, hun arbeidsregeling en hun statuut;

8° een overzicht van het personeel dat voor de begeleiding van de weinig gekwalificeerde werknemers zal zorgen;

9° in voorkomend geval, de bewijzen van erkenning door een andere overheid.

In afwijking van het eerste lid, voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn in de zin van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bij de administratie ingediend bij e-mail en gaat vergezeld van een dossier dat de volgende documenten bevat :

1° een beschrijving van het project;

2° het bewijs van de registratie bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen of, bij gebrek, het bewijs van de voorafgaande melding bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

3° het aantal reeds tewerkgestelde werknemers en het aantal werknemers voorzien voor het project, hun arbeidsregeling en hun statuut;

4° een overzicht van het personeel dat voor de begeleiding van de weinig gekwalificeerde werknemers zal zorgen;

5° het overzicht van de boekhoudkundige functie i.v.m. het project van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag;

6° in voorkomend geval, de bewijzen van erkenning door een andere overheid.

De Minister kan de aanvraagster vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld de leden 2 en 3, als de informatie die ze bevatten in het bezit kunnen zijn van de Administratie of de Inspectie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 6. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag tot toekenning of hernieuwing van de erkenning, stuurt de Administratie naar de aanvraagster hetzij:

1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dit bericht.

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen één enkele keer worden verlengd, mits een met redenen omklede aanvraag van de aanvraagster die door de Administratie moet worden aanvaard. Na afloop van die termijn of als het dossier onvolledig blijft, wordt er geen gevolg gegeven aan het dossier.

Art. 7. De administratie maakt de Minister, binnen dertig dagen te rekenen van de dag na ontvangst van het volledig dossier, een analyse van de verkiesbaarheid over.

De Minister spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning of verlenging van de erkenning binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de analyse van de verkiesbaarheid overgemaakt door de administratie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze beslissing door de Administratie deelt de Administratie de beslissing van de Minister bij aangetekend schrijven aan de aanvraagster mee.

Art. 8. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt bij de administratie ingediend, op zijn vroegst tweehonderd veertig dagen en uiterlijk honderd tachtig dagen voor de verstrijksdatum van de lopende erkenning.

Art. 9. Een nieuwe aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning mag niet worden ingediend door een aanvraagster van wie de erkenning als initiatief van sociale economie het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot intrekking binnen de drie jaar na de beslissing. In geval van een beslissing van schorsing van de erkenning, mag een nieuwe aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning niet worden ingediend tijdens de duur van de schorsing, behalve als de vervaldatum van de erkenning plaatsvindt tijdens de schorsingsperiode

Afdeling 2. — Inschakelingsbedrijven

Art. 10. De aanvraagster dient de aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bij de administratie in per e-mail.

De aanvraag wordt ondertekend door het bedrijfshoofd en gaat vergezeld van een dossier dat de volgende documenten bevat :

1° een beschrijving van het project van duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers tot bevordering van de uitvoering van de principes bedoeld in artikel 1, eerste lid van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, en meer bepaald het werk boven het kapitaal bij de verdeling van de inkomsten, dat de aanvraagster leidt of gaat leiden, met inbegrip van de materiële en menselijke middelen, en meer bepaald de middelen die voorzien zijn voor de sociale begeleiding van de bedoelde werknemers, aangewend voor de uitvoering van dit inschakelingsproject;

2° een voorstelling van de bevoegdheden en de ervaring van het bedrijfshoofd en, desgevallend, van de afgevaardigd bestuurder, zowel op het economische vlak als op het vlak van de human resources;

3° een overzicht van het begeleidingspersoneel met, voor elk van de leden, de vermelding van zijn kwalificaties;

4° het voorontwerp om de relevantie van de activiteit en de economische levensvatbaarheid van het inschakelingsbedrijf te evalueren op basis van een omschrijving van de activiteiten alsook van de goederen en diensten die worden verleend of gepresteerd. Het voorontwerp bevat :

a) de algemene voorstelling van het project;

b) de gedetailleerde ontvangsten en vooruitgeplande lasten voor het lopende jaar en de volgende drie boekjaren;

5° een bericht van ontvangst, afgeleverd door de "FOREm" of het "Arbeitsamt der D.G.", waarbij de indiening van een overeenkomst aanvraag wordt bevestigd, zoals bedoeld in artikel 7, § 1, 10°, van het decreet.

De Minister kan de aanvraagster vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het tweede lid als deze documenten in het bezit zijn van de Administratie of de Inspectie via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 11. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt bij de administratie per e-mail ingediend, op zijn vroegst tweehonderd veertig dagen en uiterlijk honderd tachtig dagen voor de verstrijksdatum van de lopende erkenning.

Art. 12. Een nieuwe aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning mag niet worden ingediend door een aanvraagster van wie de erkenning als inschakelingsbedrijf het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot intrekking binnen de drie jaar na de beslissing. In geval van een beslissing van schorsing van de erkenning, mag een nieuwe aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning niet worden ingediend tijdens de duur van de schorsing, behalve als de vervaldatum van de erkenning plaatsvindt tijdens de schorsingsperiode.

Art. 13. § 1. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag tot toekenning of hernieuwing van de erkenning, stuurt de Administratie naar de aanvraagster hetzij:

1° een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is;

2° een bericht waarbij de aanvraagster verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van dit bericht

De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan maximaal met dertig dagen één keer worden verlengd, mits een met redenen omklede aanvraag van de aanvraagster die door de Administratie moet worden aanvaard. Na afloop van die termijn of als het dossier onvolledig blijft, wordt er geen gevolg gegeven aan het dossier.

§ 2. De administratie stuurt het volledig dossier naar de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven, zoals ingesteld bij het artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie en hierna "de commissie" benoemd, binnen zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het volledig dossier. De Commissie kan bijkomende inlichtingen vragen aan de aanvraagster en/of aan de Administratie.

De aanvraagster kan de Commissie verzoeken om gehoord te worden.

De Commissie kan vorderen dat de aanvraagster wordt gehoord. In dit geval zal de aanvraagster binnen vijftien dagen vóór de hoorzitting een oproeping ontvangen waarin de punten worden vermeld waarover ze gehoord zal worden alsook de desbetreffende stukken.

Art. 14. De Commissie brengt haar advies uit aan de Minister binnen dertig dagen na de overmaking van het volledig dossier door de Administratie. Deze termijn kan evenwel op zestig dagen worden gebracht in geval van een hoorzitting zoals bedoeld in artikel 13, § 2, tweede lid.

De Minister kan, op gemotiveerd verzoek van de commissie, een verlenging van de termijn toestaan waarin de commissie advies zal uitbrengen.

Art. 15. De Minister spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning of hernieuwing van de erkenning binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van het volledig dossier.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze beslissing door de Administratie deelt de Administratie de beslissing van de Minister bij aangetekend schrijven aan de aanvraagster mee.

De administratie geeft de Commissie kennis, ter informatie, van de beslissing van de Minister bij gewone post of per e-mail.

HOOFDSTUK III. — *Subsidies van de inschakelingsbedrijven*

Afdeling 1. — Subsidie werknemer

Art. 16. Overeenkomstig artikel 18 van het decreet, maakt het erkend inschakelingsbedrijf dat om een subsidie bedoeld in artikel 19 van decreet verzoekt, per e-mail en op basis van een voorgedrukt formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald, een afschrift van de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemer over alsook het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet, waarvan de Minister het model bepaald, dat de bewijsstukken van zijn statuut van kwetsbare werknemer of van uiterst kwetsbare werknemer bevat.

Art. 17. Het maximumbedrag van de subsidie bedoeld in artikel 19 van het decreet wordt, per kwetsbare werknemer, vastgesteld als volgt :

1° als het gaat om een inschakelingsbedrijf bepaald in artikel 7, § 1, 6°, a) en b) van het decreet :

a) 18.000 euro, als de werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat hij ressorteert onder één van de paritaire comités nummers 121, 124, 145 of 302;

a) 15.000 euro, als de werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat hij ressorteert onder een ander paritaire comité dan die met de nummers 121, 124, 145 of 302;

2° als het gaat om een inschakelingsbedrijf bepaald in artikel 7, § 1, 6°, c) van het decreet :

a) 10.800 euro, als de werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat hij ressorteert onder één van de paritaire comités nummers 121, 124, 145 of 302;

b) 9.000 euro, als de werknemer is tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid en dat hij ressorteert onder een ander paritaire comité dan die met de nummers 121, 124, 145 of 302.

De bedragen bepaald in het eerste lid moeten worden vermenigvuldigd door twee als de aangeworven werknemer geacht wordt als uiterst kwetsbaar

Art. 18. § 1. Vanaf de ontvangst en de validering van het volledig elektronisch aanvraagformulier, betaalt de administratie een voorschot van vijftig percent van het bedrag van de subsidie. Deze vijftig percent komen overeen met de helft van de subsidie bedoeld in artikel 17.

Na vierentwintig maanden te rekenen van de aanwerving van de werknemer, gaat de administratie over tot de berekening van de effectieve subsidie van de werknemer op basis van zijn individuele rekening en betaalt ze daarna het saldo van de subsidie.

Het bedrag van de effectieve subsidie mag niet vijftig percent van de loonkosten overschrijden over een maximale periode van twaalf maanden te rekenen van de aanwerving van de kwetsbare werknemer of over een maximale periode van vierentwintig maanden te rekenen van de aanwerving van de uiterst kwetsbare werknemer.

§ 2. De bewijzen van de besteding van honderd percent van de subsidie komt overeen met de betaling van de loonkost over een periode van een jaar te rekenen van de aanwervingsdatum voor een kwetsbare werknemer en over een periode van twee jaar voor een uiterst kwetsbare werknemer.

§ 3. De subsidie wordt toegekend als de werknemer wordt aangeworven in het kader van een overeenkomst dat minstens halftijds wordt afgesloten en naar rato van de arbeidstijd dat contractueel wordt bepaald voor de aanwerving van de werknemer in het inschakelingsbedrijf.

§ 4. De subsidie wordt één enkele keer toegekend per werkgever voor éénzelfde werknemer.

Art. 19. Bij overplaatsing van een werknemer van een inschakelingsbedrijf naar een ander inschakelingsbedrijf, wordt de subsidie verdeeld tussen de inschakelingsbedrijven in functie van de arbeidsperiodes die de werknemer heeft gepresteerd in elk inschakelingsbedrijf.

Afdeling 2. — Subsidie bestemd voor een opdracht van sociale begeleiding

Art. 20. Het jaarlijks maximum bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 21 van het decreet wordt vastgesteld als volgt :

1° 100.000 euro als het inschakelingsbedrijf minstens zestig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden, en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er personen worden aangeworven om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 3, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

2° 75.000 euro als het inschakelingsbedrijf minstens vijfenveertig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden, en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er personen worden aangeworven om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 3, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

3° 50.000 euro als het inschakelingsbedrijf minstens zesentwintig werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden, en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er personen worden aangeworven om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 3, ten belope van minimum een halftijdse arbeid per sociale begeleider;

4° 25.000 euro als het inschakelingsbedrijf minstens acht werknemers telt die bij hun indienstneming door het erkend inschakelingsbedrijf het statuut van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hadden, en voor zover het bedrijf kan bewijzen dat er personen worden aangeworven om uitsluitend sociale begeleidingsopdrachten uit te voeren in de zin van artikel 3.

De subsidie bedoeld in het eerste lid is bestemd om de loonkost van de sociale begeleider(s) te dekken, met inbegrip van hun verplaatsingskosten, alsook hun werkingskosten ten belope van maximum vijftien percent van de loonkost.

Art. 21. De uitbetaling van de subsidie bedoeld in artikel 21 van het decreet gebeurt als volgt :

1° vanaf de ontvangst van de arbeidsovereenkomst van de sociale begeleider wordt een voorschot van tachtig percent van het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 21 van het decreet uitbetaald aan het inschakelingsbedrijf;

2° na twaalf maanden te rekenen van het begin het lopende erkenningsjaar, maakt het inschakelingsbedrijf, per e-mail, de bewijsstukken bepaald door de Minister overeenkomstig artikel 3, § 1, van Verordening (EU) nr. 360/2012, betreffende de sociale begeleiders, waarbij de bestemming van de volledige jaarlijkse subsidie kan worden bewezen, namelijk voorschot en saldo.

Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald alsook, in voorkomend geval, het voorschot van het volgend jaar.

Afdeling 3. — De subsidie voor de uitvoering van de principes van de sociale economie

Art. 22. § 1. De jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 22 van het decreet wordt samengesteld, in functie van de criteria die erin zijn voorzien, als volgt :

1° wat betreft de evolutie van het bestand, met dien verstande dat het gaat om het gemiddelde aantal loonarbeiders berekend in voltijdse equivalenten, die binnen het erkende inschakelingsbedrijf gewerkt hebben, op grond van de vier kwartalen van het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd door het erkend inschakelingsbedrijf:

a) 2.500 euro als het inschakelingsbedrijf minstens een kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemer telt;

b) 5.000 euro als het inschakelingsbedrijf minstens elf kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers telt;

c) 7.500 euro als het inschakelingsbedrijf minstens zesentwintig kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers telt;

2° wat de invoering van een participatief proces binnen het erkend inschakelingsbedrijf betreft, bedraagt het bedrag van de daarvoor bestemde subsidie 15.000 euro voor zover het inschakelingsbedrijf ten minste aan drie van de vijf volgende criteria voldoet :

a) een categorie van aandelen hebben, van maximum vijftig euro, die toegankelijk is voor de werknemers

b) minstens twee keer per jaar, een vergadering van minstens zestig minuten organiseren waarop alle werknemers worden uitgenodigd in het kader van hun verrichte arbeid en tijdens dewelke de projecten van het bedrijf worden besproken en waarvan minstens één de voorstelling van de rekeningen en de begroting betreft;

c) minstens zes keer per jaar, specifieke commissies organiseren i.v.m. bijzondere thematieken en die, in het kader van hun verrichte arbeid, minstens tien percent van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers verenigen;

d) zorgen voor de aanwezigheid binnen de beslissingsorganen van het inschakelingsbedrijf van minstens een lid afkomstig uit het doelpubliek;

e) opleidingen organiseren i.v.m. het bedrijfsbeheer van minimum zes uur per jaar en per werknemer en betreffende minstens vijf percent van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers.

3° wat betreft het beleid inzake besteding van de opbrengsten dat zo dicht mogelijk aanleunt bij het sociaal oogmerk van het bedrijf, bedraagt het bedrag van de daarvoor bestemde subsidie 15.000 euro voor zover het inschakelingsbedrijf ten minste aan twee van de vier volgende criteria voldoet:

a) als het bedrijf winst maakt, zullen minstens vijfenzeventig percent van de opbrengsten hetzij in de reserves worden opgenomen, hetzij geplaatst in voorzieningen bestemd voor een investering i.v.m. de verbetering van de arbeidsomstandigheden;

b) geen dividenden uitkeren;

c) na advies van de commissie, significante voordelen toekennen t.o.v. de voorwaarden bedoeld in de verschillende collectieve overeenkomsten van het ad hoc Paritair comité, zoals onder meer een betere bezoldiging, de toekenning van maaltijdcheques niet voorzien in de ad hoc collectieve arbeidsovereenkomst, een betere terugbetaling van de verplaatsingskosten of nog de toekenning van bijkomende verlofdagen;

d) een aantal opleidingsuren organiseren per VTE dat het aantal uren voorzien in de ad hoc collectieve arbeidsovereenkomsten vertegenwoordigt, vermenigvuldigd door 1.5.

§ 2. De subsidie bedoeld in paragraaf 1, 1°, wordt toegekend aan het erkend inschakelingsbedrijf voor zover het bedrijf zijn bestand met één percent verhoogd t.o.v. het bestand van het vorige jaar. Ze wordt verdubbeld voor zover het erkend inschakelingsbedrijf zijn bestand met twee percent verhoogd t.o.v. het bestand van het vorige jaar.

Art. 23. De uitbetaling van de subsidie bedoeld in artikel 22 van het decreet wordt jaarlijks uitgevoerd door de de gemachtigd ambtenaar toegekend aan de openbaarmaking van de jaarrekeningen het erkende inschakelingsbedrijf en na goedkeuring van de bewijsstukken overgemaakt per e-mail, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK IV. — *Controle, toezicht en terugvordering*

Art. 24. De modaliteiten en de modellen van de activiteitenverslagen, zoals bedoeld in de artikelen 6 en 14 van het decreet, worden bepaald door de Minister.

Art. 25. § 1. De erkenning kan door de Minister worden geschorst of ingetrokken, overeenkomstig de artikelen 5 en 9, derde lid, van het decreet.

De Minister mag de erkenning niet langer dan zes maanden opschorten. Na afloop van die termijn wordt de erkenning ingetrokken als het initiatief van sociale economie of het inschakelingsbedrijf de in de schorsingsbeslissing bedoelde voorwaarden niet vervult.

De Administratie verzoekt de Commissie om advies vooraleer het dossier in verband met de opschorting of intrekking van de erkenning van een initiatief van sociale economie of een inschakelingsbedrijf naar de Minister te sturen.

De Commissie brengt haar advies uit binnen zestig dagen na de aanvraag bedoeld in het derde lid, nadat ze de vertegenwoordigers van het initiatief van sociale economie of het inschakelingsbedrijf gehoord heeft.

Het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan of hun behoorlijk gemandateerde vertegenwoordigers worden tenminste dertig dagen vóór hun verhoor op de hoogte gebracht van:

1° de verhoordatum en de redenen die dit verhoor motiveren;

2° de mogelijkheid voor het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan om zich te laten vertegenwoordigen door een mandataris;

3° het feit dat het dossier betreffende de hoorzitting ter inzage ligt.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissingen tot schorsing en intrekking bedoeld in het eerste lid, worden deze beslissingen door de Administratie aan het initiatief van sociale economie of aan het inschakelingsbedrijf bij aangetekend schrijven meegedeeld.

De administratie stuurt de beslissing van de Minister naar de commissie.

§ 2. Als de commissie de niet-naleving van de gematigde loondruk in een verhouding van 1 tot en met 4 vaststelt, met dien verstande dat voor de berekening alle soorten bezoldigingen en allerhande voordelen worden bedoeld, kan ze aan de Minister de intrekking van de erkenning van het inschakelingsbedrijf voorstellen.

Art. 26. De subsidies kunnen door de Minister worden geschorst of ingetrokken.

Het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan of hun behoorlijk gemandateerde vertegenwoordigers worden eerst gehoord door de Commissie.

Minstens dertig dagen voor hun verhoor worden zij op de hoogte gebracht van:

1° de verhoordatum en de redenen die dit verhoor motiveren;

2° de mogelijkheid voor het bedrijfshoofd en de voorzitter van het beheersorgaan om zich te laten vertegenwoordigen door een mandataris;

3° het feit dat het dossier betreffende de hoorzitting ter inzage ligt.

De Minister beslist, op voorstel van de commissie, over één van de maatregelen bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen van de hoorzitting.

De beslissing wordt meegedeeld aan het inschakelingsbedrijf binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing door de administratie.

Art. 27. Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering worden de onterecht gestorte toelagen bij elk rechtsmiddel teruggevorderd, bij schuldvergelijking inbegrepen.

Art. 28. De Inspectie is belast met het toezicht op en de controle van het decreet en van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 29. Uiterlijk op 31 maart van elk jaar dient de Minister bij de "Conseil wallon de l'économie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie) en het Waals Parlement een verslag in over de uitvoering van het decreet en van dit besluit. Dit verslag wordt eerst door de Regering goedgekeurd.

Overeenkomstig artikel 11 van Verordening (EU) nr. 651/2014, dient hij ook een jaarlijks verslag in bij de Europese Commissie over de toepassingsvoorwaarden van Verordening (EU) nr. 651/2014 in de uitvoering van het decreet en van dit besluit.

Art. 30. In het kader van dit besluit worden de termijnen in dagen berekend. De dag van de akte waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de termijnen.

Art. 31. Het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2013, zoals gewijzigd op 8 mei 2014, tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, wordt opgeheven.

Art. 32. Het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven alsook dit besluit treden in werking op 30 juni 2017.

Art. 33. De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J-Cl. MARCOURT